



FSU.93 infos

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire
de Seine Saint Denis

- ⇒ Salaires
- ⇒ Emploi
- ⇒ Statuts
- ⇒ Services Publics
- ⇒ Retraites

Grève le 20 novembre

Manifestation unitaire

à l'appel des 7 fédérations de Fonctionnaires
CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC

14h Place d'Italie

Rdv FSU Bld Vincent Auriol

4 RAISONS DE FAIRE GREVE

LE 20 NOVEMBRE



« Le président de la République a défini dans un discours à Nantes le 19 septembre son projet pour la « la Fonction publique du XXI^e siècle »

**NOUS VOULONS UN SERVICE PUBLIC
RÉPONDANT MIEUX AUX BESOINS
DE TOUTE LA POPULATION**



**LE PREMIER MINISTRE RÉPOND
MOINS DE SERVICES,
MOINS DE PERSONNELS, MOINS D'ÉTAT**

Moins d'éducation, moins de santé, moins de services publics mais plus de privatisations (eau, collecte des déchets, Poste, énergie...) ils veulent comme le demande le Medef « *sortir de 1945, et (de) défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* » (Denis Kessler). C'est aussi le système solidaire de protection sociale qui est attaqué.

MISSIONS

L'abandon du concours d'entrée, l'instauration d'un « pécule de départ » vers le privé et le choix d'un contrat de droit privé « négocié de gré à gré » détruiraient définitivement le statut de la fonction publique qui a permis que se constitue en France une « fonction publique intègre, professionnelle et impartiale. » Rapport du conseil d'État de 2003.

Le dynamitage du statut, l'abandon des fondements du service public, l'égalité comme la continuité, représentent une véritable « contre-révolution culturelle » porteuse d'aggravation des inégalités sociales et territoriales.

**NOUS EXIGEONS LE MAINTIEN
DU POUVOIR D'ACHAT DE TOUS
ET UNE REFORTE GLOBALE
DE LA GRILLE INDICIAIRE**



**LE GOUVERNEMENT RÉPOND
PAR DES MESURES « CIBLÉES »,
LES HEURES SUP ET LE MÉRITE**

Les agents de la Fonction Publique ont perdu près de 7 % de leur pouvoir d'achat depuis 2000. Il leur manque environ 50 jours de salaire. Les carrières sont de moins en moins attractives ; réduites à quasiment rien en début de grille.

« *La mise à plat des modalités de rémunérations est, je le sais bien un grand chantier difficile. (...) Mais avant tout il faut parler des heures supplémentaires.* » N. S.

Ils veulent troquer les suppressions de postes contre les heures sup. C'est un marché de dupes qui va dégrader les conditions de travail de tous au profit de quelques-uns.

« *C'est dans cet esprit que je veux ouvrir le chantier de l'individualisation des rémunérations pour qu'il soit davantage tenu compte du mérite.* » N. S.

Qui choisira les « méritants » ? Sur quelle base ? Et les autres ?

SALAIRES

**NOUS VOULONS LA QUALITÉ ET
L'EFFICACITÉ DES SERVICES PUBLICS
ET LA FIN DE LA PRÉCARITÉ**



**« JE ME SUIS ENGAGÉ
À NE PAS REMPLACER
UN FONCTIONNAIRE SUR DEUX
PARTANT À LA RETRAITE »**

Les chiffres sur l'emploi (État)

2003	2004	2005	2006	2007	2008
- 993	- 4 537	- 7 392	- 5 430	- 15 032	- 22 921

EMPLOIS

Annonces sur les quatre années 2009 à 2012 : - 120 000 à - 150 000.

Il va falloir, en effet, « travailler plus » pour tous ceux qui resteront.

Il faudra aussi réduire les missions de service public, les privatiser.

Travailler tous : Ces suppressions ont conduit au chômage, ou menacent une partie des agents non titulaires, qui représentent environ 15 % des personnels.

**LA FSU DÉFEND POUR TOUS LES
SALARIÉS UN TAUX DE 75 %
À 60 ANS POUR 37 ANNUITÉS ET DEMIE**



**VERS LES 41 ANNUITÉS
EN 2012 ?**

Sans égard pour le processus inscrit dans la loi, le Premier ministre vient d'annoncer l'allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite au taux maximum : 41 annuités en 2012, tout en avançant d'autres sujets : les avantages familiaux et conjugaux, la révision du dispositif des carrières longues et l'objectif du minimum de pension.

Le gouvernement continue de faire le choix de la baisse des pensions et entretient la défiance vis-à-vis des régimes par répartition.

Sarkozy oppose « les petites retraites » et « les faibles pensions de réversion » aux « privilèges » des régimes spéciaux. Le défenseur du bouclier fiscal oublie que les réformes Balladur et Fillon sont des machines à fabriquer des petites pensions.

Débattons : face à l'accroissement de la population âgée, doit on procéder par l'accroissement du financement mutualisé et solidaire ou faire appel à l'épargne individuelle ?

RETRAITES



**VOILÀ POURQUOI, LE 20 NOVEMBRE,
NOUS SERONS EN GRÈVE**

Communiqué des organisations syndicales de la Fonction publique

Les fédérations de la Fonction publique, CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC, constatent que les deux revendications prioritaires, le pouvoir d'achat et l'emploi public, ne sont toujours pas prises en compte par le gouvernement.

Face aux exigences d'augmentation de la valeur du point d'indice pour un réel maintien du pouvoir d'achat pour tous, et de refonte globale de la grille indiciaire, sont évoquées par le gouvernement des « mesures concrètes et ciblées » sur une partie des agents de la Fonction publique. Face aux exigences d'un service public de qualité et de proximité, répondant encore mieux aux besoins de toute la population, basé sur des emplois publics statutaires, il est répondu par le Premier ministre : « Moins de services, moins de personnels, moins d'Etat », confirmé par la suppression de plus de 22 000 postes dans le projet de budget 2008. Devant le refus persistant du gouvernement de répondre aux exigences et face à ces reculs inacceptables pour les personnels et les usagers, nos organisations considèrent que l'heure est venue d'une riposte d'envergure pour obtenir satisfaction.

Dans la continuité de leurs démarches, les organisations appellent tous les agents des trois versants de la Fonction publique (Etat, territoriaux, hospitaliers) à faire grève, à se rassembler et à manifester le 20 novembre 2007 (jour du vote du budget à l'Assemblée Nationale) dans toute la France, sur nos exigences en matière de salaires, d'emploi public, de défense du service public, de ses missions et du statut de la Fonction Publique

Paris, le 22 octobre 2007

TOUS EN GREVE LE 20

Communiqué de presse des fédérations de l'Education FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education

Les fédérations de l'éducation nationale dénoncent une politique gouvernementale qui va à l'encontre de la réussite de tous les jeunes. Avec 11200 suppressions de postes à la rentrée 2008, s'ajoutant aux milliers de suppressions de ces dernières années et au chômage croissant des précaires, une nouvelle étape est franchie dans la dégradation du service public d'éducation. La formule du premier Ministre annonçant « Moins de services, moins de personnels, moins d'Etat » va se traduire par des régressions inacceptables tant pour les élèves et les jeunes que pour les personnels.

Les conditions d'encadrement et d'enseignement vont atteindre un point critique. Les écoles, les établissements et les services les plus fragiles verront leurs difficultés accrues, les inégalités s'accroîtront. L'offre de formation sera réduite, l'objectif de la réussite de tous les élèves compromis. Les personnels verront leurs conditions de travail se détériorer davantage. La précarité s'accroîtra encore. Le pouvoir d'achat continuera de se dégrader et les garanties statutaires sont menacées.

Face à cette politique, les fédérations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education estiment que l'heure est venue d'une riposte d'envergure pour obtenir un nouveau budget et donner un nouvel élan au système éducatif. Elles appellent les personnels à participer massivement à la grève et aux manifestations du 20 novembre dans le cadre de l'action Fonction publique.

Elles les appellent également à poursuivre et amplifier la campagne d'opinion lancée par 17 syndicats et associations en faisant largement signer la pétition « Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent », en faisant voter la motion, en distribuant le tract commun et en saisissant toutes les occasions pour gagner la bataille de l'opinion.

Paris, le 23 octobre 2007